

LES CONSERVATEURS PEINENT À GOUVERNER

L'été indien du mécontentement britannique

(Suite de la première page.)

Pourtant, les mobilisations de l'été 2022 rappellent bien davantage l'« été glorieux » de 1972 (1) : l'opposition au plafonnement des augmentations salariales par le gouvernement conservateur d'Edward Heath avait impliqué les secteurs des mines, des chemins de fer et des docks, jusqu'au bâtiment en passant par l'industrie manufacturière. L'économie britannique connaissait cependant, depuis les années 1960, les prémices d'une désindustrialisation qui allait s'étendre sous l'effet des crises monétaires et des récessions. La conflictualité chute dans le secteur privé à partir du milieu des années 1970. L'« hiver du mécontentement » constitue une sorte de passage de témoin, lorsque aux grèves des ouvriers de Ford et des routiers succède celle des agents des services publics. Les conservateurs au pouvoir de 1979 à 1997 laminent les bastions historiques : les syndicats combattifs des mines et de l'imprimerie sont neutralisés à l'issue de durs conflits au milieu des années 1980 ; les entreprises de l'énergie et des communications sont privatisées dans la seconde moitié de la décennie. Les collectivités locales, l'éducation et la santé en viennent à constituer le centre de gravité de la conflictualité sociale.

La récente vague de grèves apparaît d'autant plus remarquable que la législation antisyndicale – mise en place sous Margaret Thatcher et M. John Major, maintenue par les travaillistes puis encore renforcée par les conservateurs à partir de 2010 – contrarie le recours à l'action : elle exclut le blocage des lieux de travail, les grèves de solidarité ou les revendications de portée générale (comme la défense des acquis en matière de retraite). Y contrevenir expose les salariés à des licenciements et les syndicats à des poursuites. Ni droit individuel ni même pratique collective régulée, la cessation de l'activité devient une action qu'il incombe aux organisations de travailleurs d'organiser et d'encadrer. S'imposent notamment la consultation des adhérents, le vote de plus de la moitié des inscrits, l'obtention de 50 % des voix en faveur de

la cessation du travail. Depuis le printemps, une participation massive et des majorités écrasantes ont assuré, sinon les victoires des grèves, du moins leur inscription dans la durée. Ce cadre institutionnel cantonne toutefois l'action aux secteurs où les organisations syndicales sont suffisamment implantées pour chercher à engager un rapport de forces. Le taux de syndicalisation de la population active britannique, qui s'élevait à 23,1 % en 2021, masque une différence majeure : si un peu plus de la moitié des travailleurs des services publics sont syndiqués, moins de 13 % de ceux du privé le sont (2). L'évolution des salaires dépend donc de la mobilisation des rares bastions syndicaux du secteur privé, dans les transports, les docks, l'industrie manufacturière et la poste.

À cet égard, M. Mick Lynch, secrétaire général de la National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT), le principal syndicat des cheminots, ne paraît pas infondé à soutenir qu'il lutte pour la classe ouvrière britannique tout entière. En annonçant son retour (« *The working class is back* »), il convoque un imaginaire susceptible de rallier des catégories populaires britanniques brutalisées par une décennie d'austérité (à laquelle une étude récente attribue 330 000 morts) (3). Mais il s'agit aussi de tenter de mettre un terme au reflux syndical entamé dans les années 1980 et à l'éviction de la question sociale du débat public. La dernière vague de contestation remonte aux années de marasme économique, à la suite de la crise financière de 2007-2008 (4). Sous le gouvernement travailliste finissant de M. Gordon Brown, en 2008, des grèves pour les salaires dans le secteur public et d'autres, sauvages, dans les raffineries contre l'externalisation et la concurrence d'entreprises continentales employant des travailleurs détachés incitent déjà les médias conservateurs à évoquer un « été du mécontentement ». De l'automne 2010 au printemps 2012, les politiques d'austérité du gouvernement de coalition dominé par les conservateurs occasionnent des grèves et des manifestations massivement suivies dans les services publics ou encore des mobilisations étudiantes contre la hausse des frais d'inscription.

identitaires et divise la gauche britannique ainsi que le mouvement syndical ; d'autre part, ces divisions se combinent au reflux de la conflictualité sociale après 2012 – l'année 2015 voit le plus faible nombre jamais enregistré de journées de grèves – pour laisser le champ libre à des réformulations nationalistes de la question sociale auxquelles se rallient une partie des classes populaires.

Le SNP s'est positionné à gauche depuis les années 1980 et sert donc de réceptacle à la déception à l'égard des travaillistes : lors des élections au Parlement écossais de 2011, il progresse fortement dans les quartiers populaires de Glasgow et d'Édimbourg. Ce vote ne signifie pas nécessairement un soutien à la cause indépendantiste, de même que le vote travailliste ne révèle pas forcément une opposition à l'indépendance : la question nationale n'est alors ni le seul ni même le premier déterminant du vote. Le référendum du 18 septembre 2014, marqué par un taux de participation très fort à 84,6 % et un vote indépendantiste élevé à 44,7 %, reflète en revanche une nouvelle polarisation du champ politique écossais autour de la question nationale, dont les scrutins qui se sont tenus depuis ont confirmé l'ancrage. Le référendum de 2016 sur le maintien du Royaume-

lances du marché. C'est surtout la remontée progressive de la conflictualité sociale dès l'hiver 2021-2022 qui a achevé la transition vers une nouvelle séquence.

Elle intervient toutefois dans un contexte de désalignement entre mouvement syndical et Labour. Depuis sa création en 1900 comme prolongement parlementaire du mouvement ouvrier, le Parti travailliste occupe un espace central au sein de la gauche, renforcé par les rapports organisationnels et financiers très forts entretenus avec les principaux syndicats. Cette relation a été marquée par des tensions croissantes lorsque les gou-

vernements travaillistes ont déçu les attentes syndicales et par des réconciliations lorsque le parti, de retour dans l'opposition, a renoué avec des organisations qui cherchaient quant à elles un débouché politique pour leurs revendications. Elles ont ainsi mis leurs ressources financières et organisationnelles au service du Labour lors des élections de 2015, 2017 et 2019. M. Jeremy Corbyn, qui a fait l'objet d'attaques virulentes jusqu'au sein de son propre mouvement dès avant son élection comme dirigeant en 2015, a même bénéficié du soutien public et indéfectible de M. Leonard McCluskey, secrétaire général de Unite, le principal syndicat dans le secteur privé.

Boycott des factures d'énergie

Ce lien de proximité s'est distendu fortement depuis l'élection de M. Keir Starmer comme dirigeant et la rupture opérée avec les années Corbyn. Autant les responsables syndicaux avaient accepté leur propre mise à distance et le tournant néolibéral du parti dans les années 1980 et 1990 conduit par M. Neil Kinnock, John Smith et Anthony Blair, autant le recentrage opéré par M. Starmer percuta la logique

d'eau de trop pour les marchés financiers, c'est le plafonnement des prix de l'énergie qui avait rempli le vase à ras bord », explique le chercheur Keir Milburn. Or, ajoute-t-il, cette mesure d'un montant de 150 milliards de livres (172 milliards d'euros) aurait notamment été annoncée dès l'installation du gouvernement Truss pour désamorcer un vaste boycott des factures d'énergies (6). Lancée en juin, la campagne



LACHLAN GOUDIE. – « Work in Progress », 2011

Enjeux identitaires

L'ÉPUIÈMENT de ces contestations, symbolisé par l'évacuation du principal campement d'Occuppy London en février 2012, coïncide avec le surgissement de la question nationale en Écosse. Après que le Parti national écossais (SNP), principale formation indépendantiste, a obtenu la majorité absolue en mai 2011 au Parlement d'Édimbourg, le premier ministre écossais Alex Salmond affirme disposer d'un mandat populaire. En octobre 2012, son gouvernement et celui du Royaume-Uni s'accordent sur

l'organisation d'un référendum sur l'indépendance d'ici à la fin de l'année 2014. Peu de temps après, en janvier 2013, M. David Cameron promet la tenue d'un référendum sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne en cas de victoire conservatrice aux élections prévues en 2015. S'ouvre ainsi une longue séquence « constitutionnelle » : d'une part, l'irruption de la question écossaise et des ressorts nationalistes de l'opposition à l'Union polarise le débat autour d'enjeux

Unidans l'Union européenne produit lui aussi une nouvelle polarisation, structurante au moins jusqu'au début de l'année 2020, entre partisans du Brexit et opposants. La question met par ailleurs en difficulté un Parti travailliste rallié depuis les années 1980 à une communauté économique perçue comme protectrice face à la déferlante thatcherienne, mais dont l'aile gauche demeure rétive au libéralisme européen. À la gauche du mouvement syndical, la RMT soutient la Trade Unionist and Socialist Coalition (TUSC) favorable à la sortie de l'Union, après avoir lancé l'alliance No2EU-Yes to Democracy (« Non à l'Union européenne, oui à la démocratie ») avec des organisations comme le Parti communiste pour porter une critique de gauche aux élections européennes en 2009 (5).

Même si des débats demeurent autour des conséquences du retrait de l'Union et si un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse pourrait se tenir dès 2023, cette séquence institutionnelle a été reformulée par l'élection de décembre 2019, transformée en nouveau référendum sur le Brexit par M. Boris Johnson. Les conservateurs se sont alors révisés en nouveau « parti du peuple » (« People's Party »), promettant de remédier au déclassement du nord de l'Angleterre. Puis la crise sanitaire a imposé d'autres questions, sur l'état du service public de santé ou les défauts

de nouveaux dirigeants syndicaux marqués à gauche et déterminés à affirmer l'autonomie à l'égard du parti. C'est le cas de la RMT, exclue du Labour en 2004 après que certaines de ses sections ont décidé de soutenir des partis politiques de gauche radicale. Mais c'est aussi celui d'organisations toujours affiliées au parti : en 2015, M. Dave Ward a été élu secrétaire général de la Communication Workers Union (CWU, syndicat des postiers), sur une promesse d'émancipation ; à Unite, M^{me} Sharon Graham a succédé en 2021 à M. McCluskey sur une ligne de reorientation des ressources vers l'action sur les lieux de travail. L'attitude de la direction travailliste a renforcé cette dynamique. Alors qu'il est même allé dans un premier temps jusqu'à interdire aux membres de son cabinet fantôme de se rendre sur les pickets de grève des cheminots, M. Starmer s'emploie surtout à présenter le Labour comme le meilleur allié des directions d'entreprise.

Les sondages lui laissent espérer les voix d'un électoral modéré. Le naufrage des conservateurs conforte cette stratégie opportuniste. Les attaques contre la livre et la dette britannique ont poussé M^{me} Elizabeth Truss à annoncer sa démission le 20 octobre. Si le programme de la première ministre de « réductions d'impôts non financées en faveur des plus riches a été la goutte

« Don't Pay » a en effet permis la mobilisation de centaines de milliers de foyers alors que la coalition « Enough is Enough » rassemble, elle, syndicats, associations et députés de la gauche travailliste autour d'une plate-forme de revendications contre la hausse du coût de la vie. Conscients de leurs propres faiblesses, ainsi que des limites imposées par le cadre institutionnel, les syndicats nous de nouvelles alliances pour poursuivre leurs combats.

MARC LENORMAND.

(1) Ralph Darlington et Dave Lyddon, *Glorious Summer: Class Struggle in Britain 1972*, Bookmarks, Londres, 2001.

(2) Department for Business, Energy & Industrial Strategy, « Trade union membership, UK 1995-2021: Statistical bulletin », 22 mai 2022.

(3) David Walsh, Ruti Dandas, Gerry McCartney, Marcia Gibson et Rosie Scaman, « Bearing the burden of austerity: How do changing mortality rates in the UK compare between men and women? », *Journal of Epidemiology and Community Health*, Londres, octobre 2022. Lire également Sanjay Basu et David Stuckler, « Quand l'austérité tue », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

(4) Lire Tony Wood, « Le mouvement social britannique sort de sa léthargie », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

(5) Lire Owen Jones, « Colère sociale, vote à droite », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

(6) Keir Milburn, « Don't pay took down Kwasi Kwarteng », *Novara Media*, 18 octobre 2022.

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO » DEPUIS 1954



- plus de 800 numéros du journal
- plus de 2 500 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

ABONNEZ-VOUS

www.monde-diplomatique.fr/archives